



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**Fournitures et livraisons du matériel d'atelier au
profit du CHU de Bordeaux**

N° du CCP : 25FS018

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
Service des Travaux et de l'ingénierie
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Mentions obligatoires des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants.....	4
3.1 - Cotraitance.....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	4
5.1 - Durée du contrat	4
5.2 - Délais d'exécution	4
5.3 - Reconduction	5
6 - Prix	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de révision des prix de l'accord-cadre.....	5
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance dans le cadre des bons de commande.....	7
8.2 - Garanties financières dans le cadre des avances	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	10
12.1 - Vérifications.....	10
12.2 - Décision après vérification	11
13 - Garantie des prestations	12
14 - Pénalités de retard.....	12
15 - Assurances.....	12
16 - Clause de réexamen.....	12
17 - Résiliation du contrat.....	13
17.1 - Conditions de résiliation	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
18 - Clause complémentaire relative à l'obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité	14
19 - Règlement des litiges et langues	14
20 - Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent contrat concerne les fournitures et livraisons du matériel d'atelier au profit du CHU DE BORDEAUX.

Lieu(x) d'exécution :

Groupe Hospitalier PELLEGRIN

Place Amélie Raba Léon

33076 BORDEAUX

Groupe Hospitalier SUD (site de Haut-Lévêque et de Xavier Arnozan)

Avenue de Magellan

33600 PESSAC

Groupe Hospitalier Saint André

1 rue Jean-Burguet

33000 Bordeaux

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les fournitures sont réparties en 15 lots :

	Lot(s)	Désignation
Fournitures bâtiment	Lot 01	CONTROLE D'ACCES
	Lot 02	QUINCAILLERIE-OUTILLAGE
	Lot 03	SIGNALETIQUE
	Lot 04	METALLERIE
Fournitures électricité	Lot 05	ELE CFA APPEL MALADE
	Lot 06	ELE CFO DIVERS
	Lot 07	ELE CFO HT
	Lot 08	ELE BATTERIES
Fournitures fluides	Lot 09	PLOMBERIE
	Lot 10	CHAUFFAGE
	Lot 11	VENTILATION
	Lot 12	CLIMATISATION
	Lot 13	REGULATION
	Lot 14	MECANIQUE
	Lot 15	TRAITEMENT D'EAU

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre à bons de commande avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Mentions obligatoires des bons de commande

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 par lot : Désignation des cotraitants et répartition des prestations ;
- Les Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) par lot ;
- Les catalogues fournisseurs listés dans chaque BPU
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de mémoire technique du titulaire ;
- Le registre des questions/réponses de la consultation.

3 - Intervenants

3.1 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le personnel doit être muni en permanence lors de sa présence sur site :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établi par l'entreprise.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.

5.2 - Délais d'exécution

Pour chaque lot, les délais de livraison sont au maximum de (les candidats sont invités à les améliorer dans l'acte d'engagement) :

- 5 jours ouvrés pour une commande normale

- 48 heures pour une commande urgente

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées pour chacun des lots par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix et le catalogue du fournisseur ».

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, l'emballage, la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et de déchargement, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Fournitures achetées hors bordereau de prix unitaires et bénéficiant d'une remise sur catalogue :

Le CHU de Bordeaux se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires et correspondant à l'objet de l'accord-cadre.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre. Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public, pour chaque catalogue, est indiqué dans le BPU (l'absence de % équivaut à 0). Le contenu des prix stipulé à l'article 6.1 du présent document concerne également les fournitures achetées hors bordereau de prix unitaires (sur catalogue) et bénéficiant d'une remise sur catalogue ou sur liste des pièces détachées.

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique (clause de réexamen), l'acheteur pourra réexaminer le marché lorsque des achats sur catalogue deviennent récurrents (détermination de la récurrence par l'acheteur). Les fournitures ainsi ajoutées devront avoir un lien avec le lot concerné.

Dans ce cas, le tarif du produit est négocié et intégré au BPU par avenant.

6.2 - Modalités de révision des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de remise des offres par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de l'accord-cadre en tenant compte de la dernière valeur connue de l'indice définitif de révision des prix (la date anniversaire étant la date de conclusion du marché public) par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot (s)	Formules
01	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
02	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
03	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
04	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
05	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
06	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
07	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$
08	$C_n = 15\% + 85\% (FSD1(n) / FSD1(o))$

09	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))
10	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))
11	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))
12	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))
13	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))
14	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))
15	Cn = 15% +85% (FSD1(n) / FSD1(o))

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence connu au mois n (mois d'anniversaire).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (mois de réception des offres).

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot (s)	Intitulé du lot	Libellé
01	CONTROLE D'ACCES	Frais et services divers n° 1
02	QUINCAILLERIE-OUTILLAGE	Frais et services divers n° 1
03	SIGNALÉTIQUE	Frais et services divers n° 1
04	METALLERIE	Frais et services divers n° 1
05	ELE CFA APPEL MALADE	Frais et services divers n° 1
06	ELE CFO DIVERS	Frais et services divers n° 1
07	ELE CFO HT	Frais et services divers n° 1
08	ELE BATTERIES	Frais et services divers n° 1
09	PLOMBERIE	Frais et services divers n° 1
10	CHAUFFAGE	Frais et services divers n° 1
11	VENTILATION	Frais et services divers n° 1
12	CLIMATISATION	Frais et services divers n° 1
13	REGULATION	Frais et services divers n° 1
14	MECANIQUE	Frais et services divers n° 1
15	TRAITEMENT D'EAU	Frais et services divers n° 1

Le titulaire fournira l'explication détaillée de la formation de ses prix révisés en précisant :

- la valeur de l'indice au mois zéro,
- la valeur du dernier indice connu à la date de la demande de révision,
- le coefficient de révision.

Le titulaire adresse au CHU de Bordeaux (service UMATIME) le bordereau des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre avec application des prix révisés :

- **Au plus tard 2 mois avant la révision du marché,**

- Après vérification et correction des éventuelles erreurs de calcul d'un commun accord, le CHU de Bordeaux notifie au titulaire le nouveau bordereau validé pour mise en application à la date anniversaire du contrat et pour une période d'un (1) an.

A défaut de transmission, dans les délais, de la demande de révision des prix, l'accord-cadre s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le prestataire ne puisse formuler aucune réclamation.

Le CHU de Bordeaux se réserve l'initiative de la révision de prix, et d'intégrer de nouveaux articles dans les BPU plafonds de l'accord-cadre du titulaire du lot. Après consultation du titulaire, les nouveaux articles seront intégrés dans les BPU par voie d'avenant.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

8 - Avance

L'article retenu pour le calcul de l'avance est l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services. Conformément à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique (CCP), l'option B trouve à s'appliquer.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement de l'avance dans le cadre des bons de commande

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières dans le cadre des avances

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions des articles 11.2 et 11.7 du CCAG-FCS.

Il sera établi une facture par bon de commande.

Chaque facture vaudra règlement partiel définitif pour la livraison correspondante.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de

facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués au CHU de Bordeaux (numéro SIRET : 26330582300019) en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation, bon de commande ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, ou tout moyen numérique ou matériel permettant d'accuser réception.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Conditions d'accès au site :

Le titulaire est informé que l'ensemble des locaux et des installations ne sont pas d'accès libre. Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur sur le site.

Les livraisons sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au titulaire de prendre ses dispositions en conséquence. Une autorisation est fournie à chaque intervenant.

Heures de livraison : 8h30-16h

Lieu de livraison :

Groupe Hospitalier PELLEGRIN

Place Amélie Raba Léon

33076 BORDEAUX

Groupe Hospitalier SUD (site de Haut-Lévêque et de Xavier Arnozan)

Avenue de Magellan

33600 PESSAC

Groupe Hospitalier Saint André

1 rue Jean-Burguet

33000 Bordeaux

L'établissement des autorisations d'accès implique que :

- Le titulaire fournit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est soumise à l'approbation du bénéficiaire et doit être tenue à jour mensuellement.
- Les agents affectés à l'exécution du présent marché sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande, au bénéficiaire.
- Les modifications intervenant dans la composition du personnel sont notifiées au bénéficiaire au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le titulaire informe le service dans le plus bref délai. Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité. Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies à l'article 12 du présent CCP.

Horaires de livraison :

Sauf disposition contractuelle contraire, les horaires de livraison sont déterminés d'un commun accord entre le titulaire et le CHU de Bordeaux. Les heures de livraison peuvent être modifiées en cours de marché.

Matériels :

Le titulaire ne peut pas exiger la mise à disposition de matériels.

Protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage durant l'exécution de ses missions à respecter les textes législatifs présents et à venir de la réglementation française et européenne liés aux prestations réalisées.

Les dispositions de l'article confidentialité s'appliquent.

Modification des pièces et fournitures en cours d'exécution du marché :

En cas de rupture d'approvisionnement ou de déréférencement de fournitures, le titulaire s'oblige à maintenir son prix et à proposer une gamme de fournitures strictement équivalente

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché public sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché public.

Les opérations de vérifications sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché public. A défaut d'indication dans le marché public, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le marché public et/ou le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché public et/ou des bons de commande.

Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché public, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Par dérogation à l'article 27.2.2. du CCAG/FCS le point de départ de la présentation, en vue de ces vérifications est la date de la livraison du matériel commandé.

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de la livraison, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. **Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.**

Pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou tout autre lieu désigné par lui, le point de départ est la date de la livraison du matériel commandé.

Si aucune décision n'est notifiée, ces matériels sont réputés admis le jour de leur livraison.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché public, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Admission, Ajournement, Réfaction et Rejet :

Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public.

L'admission des prestations prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

Transfert de propriété :

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 3% du montant de la commande, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur du CHU DE BORDEAUX

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- A la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. La cession de marché sera actée par un certificat administratif (ou avenant si modification du n° SIREN), accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Clause complémentaire relative à l'obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services ;
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.